

de créer un esprit d'entreprise, afin que les gens investissent au Canada et ce faisant, créent des emplois.

Comment avons-nous réalisé l'objectif en question? Nous avons procédé à la réforme du régime de réglementation et du régime fiscal, garanti et amélioré l'accès de nos biens et de nos services sur les marchés américain et mondiaux et jugulé le déficit. La politique à quatre volets que nous appliquons depuis septembre 1984 donne d'excellents résultats.

Je tiens à nouveau à préciser au député de St-Jean-Est que les gouvernements ne créent pas des emplois. C'est le secteur privé qui le fait et s'en attribue le mérite. Cependant, le gouvernement établit un climat propice et assure une certaine stabilité, afin que les gens veuillent investir au Canada, et c'est exactement ce qui se passe. Depuis notre arrivée au pouvoir, en 1984, 1 150 000 nouveaux emplois ont été créés. En proportion, nous devançons tous les autres pays du monde pour ce qui est de la croissance économique et de la réduction du chômage. Voilà les faits. Notre formule donne les résultats voulus. Nous sommes en tête des autres pays du monde.

Je voudrais parler de ce qui arriverait si cette formule n'était pas employée. Que ferait l'opposition? Nous savons ce que le Parti libéral a fait lorsqu'il était au pouvoir. Il a laissé le pays littéralement en faillite. Le chômage avait atteint un niveau record et les taux d'intérêts aussi. Quelle personne sensée irait croire que si les libéraux revenaient au pouvoir, ils changeraient leur fusil d'épaule? Que feraient les socialistes du Nouveau parti démocratique? Ils ne songent même pas à considérer l'entreprise privée comme un facteur de croissance économique. Ils affectionnent les sociétés d'État.

L'opposition nous fait des reproches au sujet du développement régional. Je voudrais savoir ce qu'un gouvernement formé d'une coalition libérale-néo-démocrate ferait du programme énergétique national? Le rétablirait-il et ruinerait-il à nouveau l'Ouest? Nous connaissons la position de ces deux partis sur le libre-échange. Ils déchireraient l'accord. Les Canadiens reconnaissent que trois millions d'emplois au Canada sont directement ou indirectement liés à l'exportation de biens et de services aux États-Unis et l'opposition serait prête à annuler un accord de libre-échange qui garantirait et améliorerait notre accès à ce marché, tout en créant des emplois.

Que ferait l'opposition en matière de défense? Le Centre du Commandement aérien est situé dans ma circonscription de Winnipeg—St. James. Il fait partie intégrante de l'économie de la région. Qu'arriverait-il si le Nouveau parti démocratique prenait le pouvoir et retirait le Canada du NORAD ou de l'OTAN? Le Centre du Commandement aérien situé dans ma circonscription a un budget de 507 millions de dollars. Il compte un effectif de 22 000 militaires, quelque 30 000 personnes en tout si l'on compte le personnel civil. Évidemment, toutes ces personnes ne sont pas de ma circonscription, mais on

Le budget—M. Minaker

peut facilement constater l'incidence qu'a la défense sur l'Ouest du Canada et sur d'autres régions du pays. Les néo-démocrates pensent qu'il nous en coûterait moins cher de nous retirer de l'OTAN et de prendre en charge notre propre défense. Autrement dit, nous nous occuperions nous-mêmes du système septentrional de pré-alerte. Je crois que les États-Unis affectent maintenant près de trois milliards de dollars par an à ce système. Les néo-démocrates voudraient que nous nous en chargions. Que feraient les députés de l'opposition en cas d'attaque contre le Canada? Interdiraient-ils aux Américains de survoler notre territoire pour nous protéger? Le retrait de l'OTAN et du NORAD que préconise le NPD est une folie.

Voilà le genre de choses que les Canadiens vont examiner quand viendra le moment des élections. Ayant fait partie du comité des finances de la Chambre depuis trois ans et demi, je crois que les politiques de l'opposition seraient désastreuses pour l'ensemble des Canadiens.

[Français]

M. le vice-président: A l'ordre! Comme il est 17h45, il est de mon devoir, conformément à l'article 84(7) du Règlement, d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toute question nécessaire pour disposer de l'amendement dont la Chambre est maintenant saisie.

M. Wilson (Etobicoke-Centre), appuyé par M. Lewis, propose:

Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

M. Garneau, appuyé par M^{lle} Nicholson (Trinity), propose l'amendement suivant:

Qu'on modifie la motion en retranchant tous les mots suivant le mot «Que» et en les remplaçant par ce qui suit:

«La Chambre regrette que le budget

1. n'ait pas corrigé les iniquités du régime fiscal causées par les politiques du gouvernement durant les trois dernières années et demie;
2. n'ait pas mis en place une stratégie nationale de développement régional pour compenser la politique de haut taux d'intérêt du gouvernement;
3. n'ait pas présenté un plan crédible pour faire face au financement de la dette publique qui ne s'attaquerait pas indûment aux Canadiens à faibles et moyens revenus; et
4. n'ait pas précisé une approche canadienne pour faire face à l'instabilité du système monétaire international.»

M. le vice-président: Que tous ceux qui sont en faveur de l'amendement veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

M. le vice-président: Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

M. le vice-président: A mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

M. le vice-président: Convoquez les députés.

(L'amendement de M. Garneau, mis aux voix, est rejeté.)